

MEDELICI À PROPOS DE NOS DIPLOMATES ENLEVÉS AU MALI :**«Il n'y a aucune revendication»**

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a affirmé samedi qu'aucune revendication «n'a été enregistrée à présent» concernant les diplomates algériens enlevés jeudi à Gao, dans le nord-est du Mali. «Nous n'avons toujours pas enregistré, jusqu'à présent, de revendications de l'enlèvement de nos diplomates à Gao», a-t-il déclaré à l'APS.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Trois jours après, les ravis- seurs des diplomates algériens qui étaient en poste à Gao, le consul et 6 de ses collaborateurs, ne se sont toujours pas manifestés. Point de nouvelles, donc, comme l'a affirmé Mourad Medelci hier samedi. Le chef de la diplomatie algérienne a souligné qu'aucune revendication n'a été enregistrée. Il a également rappelé que «la cellule de crise que nous avons mise en place suit en permanence les développements liés à cette affaire dont le traitement impose, comme vous le savez, beaucoup de discrétion». Mourad

Medelci a indiqué, en outre, que «le gouvernement s'est engagé à tout mettre en œuvre pour le rapatriement de nos compatriotes».

L'intervention du ministre des Affaires étrangères s'est voulue également de lever toute ambiguïté qui pourrait être entretenue quant à la position de l'Algérie par rapport à la crise malienne.

«La position de l'Algérie est constante. A l'instar de la communauté internationale, nous nous sommes prononcés pour la préservation de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali.» Mourad Medelci a rappelé aussi que l'Algérie a fer-



Medelci suit en permanence les développements de cette affaire.

mement condamné le coup d'Etat militaire du 22 mars dernier et que, présentement, elle soutient les efforts consentis en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel.

l'Algérie, qui a condamné avec vigueur le coup d'Etat militaire, encourage les efforts actuels en vue d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel, la mise en place d'un gouvernement légitime et l'ouverture d'un dialogue entre tous les Maliens, pour trouver une solution à la question du Nord qui préserve l'unité territoriale du pays et les intérêts supérieurs de son peuple.»

Le Premier ministre Ahmed Ouyahia a, dans un entretien jeudi au journal français *Le Monde*, mis en garde contre toute intervention étrangère au Mali. «Chaque fois qu'un acteur étranger joue un rôle essentiel, c'est un dérapage programmé, immédiat ou 6 mois plus tard», a-t-il dit. Notons enfin que les familles des diplomates enlevés jeudi ont été rapatriées vendredi par un avion des forces aériennes. Elles ont été évacuées via Bordj-Badji-Mokhtar.

S. A. I.

SOUS LA PRESSION DE LA CÉDÉAO**La junte accepte de céder le pouvoir**

Le plus difficile n'est assurément pas de parvenir au pouvoir mais de s'y maintenir. Le pouvoir putschiste du capitaine Amadou Sanogo l'a vérifié à ses dépens, lui, qui, vendredi soir, a plié sous la pression de la Cédéao et signé un accord-cadre prévoyant de céder la place à une autorité civile.

Bousculée par l'accélération des événements dans le pays et incapable d'exercer son autorité, la junte militaire qui a déposé le président Amadou Toumani Touré, le 22 mars dernier, ne s'est pas maintenue droite dans ses bottes. Vendredi soir, elle a dû accepter d'abandonner le pouvoir et de revenir à «l'ordre constitutionnel». Un ordre constitutionnel qui ne signifie nullement la réhabilitation du président Amadou Toumani

Touré dans ses fonctions mais l'intronisation du président de l'Assemblée malienne, Dioncouda Traoré, comme président intérimaire. Ce dernier, qui doit organiser une élection présidentielle dans un délai ne dépassant pas les 40 jours, sera assisté d'un Premier ministre et d'un gouvernement de transition, dit d'union nationale. En contrepartie, les putschistes devront bénéficier, selon les termes de l'accord-cadre, d'une loi d'amnistie.

Les négociations de cet accord ont été menées, côté Cédéao, par le ministre burkinabé des Affaires étrangères, Djibril Bassolé. Ce retour à «l'ordre constitutionnel» aura pour conséquence première, la levée des sanctions économiques et financières que la Cédéao avait décidées au lendemain du coup d'Etat militaire. Cependant, il ne signe pas un retour à la normale, tant est que demeure la lancinante question de l'in-

dépendance de l'Azawad proclamée vendredi matin par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

Cédéao en guerre contre le MNLA ?

Le futur pouvoir intérimaire à Bamako devra nécessairement régler la question de l'Azawad, comme l'un des préalables à l'organisation de l'élection présidentielle. Pour ce faire, il ne rejetterait certainement pas une aide de la Cédéao.

La communauté ouest-africaine, qui s'est prononcée contre la partition du Mali, serait tentée de passer à l'acte et mettre en marche sa force d'attente (FAC) forte de plus de 2 000 hommes. Ceci au cas où les chemins de la négociation s'avèrent obstrués.

Dans sa déclaration d'indépendance de l'Azawad, le MNLA a souligné que sa résolution est «irrévocable». Autrement dit, elle est

non négociable. Aussi il y a fort risque que ce soit l'option militaire qui prévaudra. Dans un tel cas de figure, les forces d'attente de la Cédéao pourraient se retrouver à faire front commun avec les combattants de Ansar Eddine qui, vendredi, se sont déclarés contre l'indépendance de l'Azawad.

Cette alliance, objective, s'il advient, ne sera pas vue d'un bon œil par nombre d'Etats qui n'ont cessé de lutter contre les groupes terroristes islamistes.

De plus, une telle éventualité replacerait le Mali dans la situation d'avant-coup d'Etat, où le pouvoir central de Bamako se montrerait indulgent avec les groupes terroristes écumant le nord du pays.

Le MNLA, en tout cas, accuse ouvertement le régime déchu d'Amadou Toumani Touré d'intelligence avec Aqmi et autres groupes salafistes extrémistes.

S. A. I.

AHMED DJEDDAÏ (FFS) :**«La future APN ne peut pas être une Assemblée constituante»**

Sur le plateau de Tizi-Forum, l'émission politique hebdomadaire de Radio Tizi-Ouzou, où il a défendu l'option participationniste de son parti aux prochaines élections législatives, Ahmed Djeddaï, ex-premier secrétaire national du FFS, n'est pas du tout convaincu du rôle d'une Assemblée nationale constituante de la future APN, dont les membres seront élus le 10 mai prochain.

«La future APN ne peut pas être une Assemblée constituante, elle n'aura pour mission que d'apporter des amendements à la Constitution», dira, sûr de lui, l'ex-député du FFS, parti au sein duquel l'invité de Radio Tizi-Ouzou n'occupe, présentement, aucune fonction organique mais seulement le poste de conseiller politique auprès du premier secrétaire national.

Ahmed Djeddaï, qui semble faire peu de cas de son absence sur la liste de candidatures, assigne «une mission politique» au FFS à travers sa participation aux prochaines élections. Un acte qu'il considère comme une manière de «donner de la voix aux sans-voix (et) de remobilisation de la société pour préparer l'avenir». Puis, assénant ce qui a tout l'air d'être des mises au point à ce qui continue de se dire çà et là à propos de la participation du FFS aux prochaines législatives, Djeddaï commence par réfuter l'existence de négociations sur l'octroi d'un quota de sièges qui devrait revenir au FFS comme contrepartie à sa

participation. «Il n'y a ni négociations sur les quotas, ni rencontre sur le tarmac de l'aéroport de Boufarik et Aït-Ahmed n'est pas venu», expliquera le D' Djeddaï sur le ton de la dérision.

Ton qu'il utilisera pour égratigner Louisa Hanoune et son parti, le PT, avec lequel il écarte toute possibilité de coalition et qu'il accuse d'être «les sous-traitants de la présidence de la République».

Puis, affichant un air grave, il ajoutera que le pays est en danger et fait face à un double défi. D'une part, sur le plan local où pèse une menace sur la cohésion sociale et, d'autre part, sur le plan régional où l'Algérie fait face à des risques de déstabilisation en raison de la situation trouble que vivent de nombreux pays voisins d'Afrique et de la région arabe. Que faire pour éviter ce genre de scénario ? Le D' Djeddaï appelle à une mobilisation des électeurs. Selon lui, le boycott favorisera, comme en 1991, les islamistes. «S'il n'arrive pas à faire barrage à ce courant rétro-

grade, le FFS fera des alertes par sa présence à l'Assemblée», dira le D' Djeddaï qui doute de la transparence des élections, avertissant, à ce sujet, que le FFS n'écarte aucune éventualité, même celle du retrait de la course, comme lors de la présidentielle de 1999, «avant ou après les élections, en cas de manquements graves».

S'agissant des menaces de déstabilisation qui pèsent sur l'Algérie, l'invité de Radio Tizi-Ouzou les impute aux pratiques du pouvoir «qui nous a amenés vers cette situation de désintégration du pays», faisant référence aux manipulations récurrentes en Kabylie à travers le climat sécuritaire délétère qui, selon lui, profitera aux apprentis sorciers qui appellent à l'autonomie de la Kabylie où des cercles, que l'orateur ne cite pas, s'emploient à l'occasion de la prochaine commémoration du Printemps berbère à provoquer des troubles qui se prolongeront au-delà du 20 avril et à d'autres régions du centre du pays pour discréditer et perturber les élections. Djeddaï n'a pas manqué, par ailleurs, d'avertir sur les risques de propagation du phénomène inhérent à la déclaration d'indépendance par le MNLA du territoire touareg de l'Azawad qui «risque de faire tache d'huile».

S. Aït-Mébarek

BELAÏD ABDELAZIZ, PRÉSIDENT DU FRONT EL MOUSTAKBAL :**«La Cnisel ne doit pas s'enfermer dans des considérations administratives»**

Le président du Front El Moustakbal considère que la polémique entre la Commission de surveillance des élections (Cnisel) n'a pas lieu d'être. Belaïd Abdelaziz craint que ladite commission ne s'enferme dans des considérations administratives alors que son rôle doit être politique.

Le numéro un du Front El Moustakbal, animant hier une conférence de presse, expliquait en effet qu'il ne voyait que des questions d'ordre administratif dans les problèmes posés par la Cnisel qui risque d'être ainsi amenée sur ce terrain, s'éloignant de ses prérogatives politiques. Son parti s'attelle à mener une campagne intense. Il présentera des listes dans les 48 wilayas avec une prédominance de la gent masculine et tout juste 33 % de femmes, certainement pour se conformer aux dispositions de la loi.

Belaïd Abdelaziz se targue néanmoins d'avoir 76% d'universitaires sur les listes de son parti et d'avoir choisi les candidats selon des critères démocratiques et de n'avoir pas monnayé les listes qui ont été ouvertes à des personnes intègres, jeunes et ayant un bon niveau d'instruction. Ils devront durant la campagne électorale axer leurs interventions sur le programme du parti et proposer des solutions concrètes aux problèmes posés par les différentes couches de la société.

N. I.